



PLAN GENERAL DE COORDINATION en matière de SECURITE et de PROTECTION de la SANTE

(Établi en vertu des articles L 4532-8 et R 4532-44 à 46 du Code du Travail,
mis à jour au cours du chantier en application de l'article R. 4532-58 à 60)



DESAMIA NTAGE & DECONSTRUCTION DES BATIMENTS CNB040,
CNB150, CNB160, CNB500 & CNB520
DE LA DELEGATION ALSACE
DU
CNRS DE STRASBOURG

Maitrise d'œuvre



SOMMAIRE

0. PREAMBULE	4
0.1. PRINCIPALES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR, DU TRAVAILLEUR INDEPENDANT, OU DU SOUS-TRAITANT	6
0.2. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	6
1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF DU CHANTIER	7
1.1. PRESENTATION ET ADRESSE DE L'OPERATION	7
1.2. PRESENTATION DES INTERVENANTS	7
1.3. ORGANISMES OFFICIELS DE PREVENTION	8
1.4. INTERVENANTS AU TITRE DU PRESENT MARCHÉ	8
1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX	8
1.6. EFFECTIF PREVISIBLE DES TRAVAILLEURS APPELES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER	8
1.7. AUTORISATIONS OU DEMANDES ADMINISTRATIVES	9
2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1. ATTRIBUTION DES TÂCHES PAR ENTREPRISE OU PAR LOT	10
2.2. ENVIRONNEMENT ET SERVITUDES	10
2.3. ACCES CHANTIER, STATIONNEMENT IDENTIFICATION DES SALARIES	11
2.4. CLOTURES DE CHANTIER	11
2.5. OUVERTURE FERMETURE DU CHANTIER	12
2.6. PRESENCE DE MATERIAUX DANGEREUX	12
2.7. DEMOLITION	14
3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE	21
3.1. PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	21
3.2. NUISANCES.	21
3.3. ZONE DE STATIONNEMENT	21
3.4. CIRCULATION DES VEHICULES DE CHANTIER	21
3.5. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION	22
3.6. MISE EN COMMUN DE MOYENS	23
3.7. DISPOSITIONS A PRENDRE POUR LES LIVRAISONS	24
3.8. ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE ET D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX, DECHETS, GRAVATS, PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER OU S'IL S'AGIT DE MATIERES OU SUBSTANCES DANGEREUSES	24
3.9. PROTECTIONS COLLECTIVES	25
3.10. ACCES PROVISOIRES	26
3.11. ELECTRICITE DE CHANTIER	26
3.12. LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE	27
3.13. LES RISQUES MAJEURS DUS A LA CO-ACTIVITE	28
3.14. PROTECTIONS PAR TYPE DE TRAVAUX	29
4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL SITE EST IMPLANTE LE CHANTIER	32
4.1. ACTIVITES D'EXPLOITATION OU A PROXIMITE DU SITE :	32
5. INSTALLATIONS DE CHANTIER ET CANTONNEMENTS	32
5.1. HYGIENE ET CONDITIONS D'HEBERGEMENT	32
6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE	33
6.1. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES A L'OPERATION	33
6.2. LES SECOURS ET EVACUATION DU PERSONNEL	33
6.3. LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION DES SECOURS	33
6.4. LES MESURES PROPRES A CHAQUE ENTREPRISE	34
6.5. SECURITE INCENDIE	34
7. ORGANISATION DES SECOURS	36

7.1.	LES CONDUITES A TENIR EN CAS D'ACCIDENT	36
7.2.	EN CAS D'INCENDIE	37
8.	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	38
8.1.	ENTREPRISES TITULAIRES	38
8.2.	SOUS-TRAITANTS	38
8.3.	TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	39
8.4.	PERSONNELS INTERIMAIRES.....	39
8.5.	LOCATION D'ENGINS AVEC CHAUFFEUR OU PRESTATAIRE DE SERVICE	39
8.6.	OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES ENTREPRISES	39
8.7.	PENALITES.....	40
9.	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LE COORDONNATEUR ET LES ENTREPRISES (OU SOUS-TRAITANT)	41

● **Evolution du PGCSPS**

CONCEPTION			
Indice	Date	Modification	Diffusion
A	14/03/2025	Elaboration du PGCSPS initial	Maître d'Ouvrage
REALISATION			
Indice	Date	Modification	Diffusion

0. PREAMBULE

INTREGRER LA COORDINATION DES TRAVAUX EN SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS DANS LA CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE

a. Objet :

- ✓ L'objet du P.G.C. est d'informer tous les intervenants du chantier des différentes mesures générales prises pour prévenir les risques découlant de l'interférence des activités de ces différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leur activité lorsqu'une intervention laisse subsister, après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.
- ✓ Le présent document est établi conformément à la loi n° 93 14-18 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

b. Diffusion :

- ✓ Le P.G.C. est remis par le Maître d'Ouvrage aux entreprises titulaires lors de la signature du marché.
- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier, peut être consulté par les représentants des organismes suivants Inspection du Travail, CRAM, O.P.P.B.T.P., par le médecin du travail, les membres des Comités d'Hygiène de Sécurité et des conditions de travail ou à défaut, les délégués du personnel appelés à intervenir sur le chantier.
- ✓ L'Entrepreneur du lot principal qui fait exécuter tout ou partie des travaux par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du P.G.C., et les informer des modifications de ce plan.
- ✓ L'Entrepreneur du lot principal ou le sous-traitant qui fait intervenir sur le chantier des travailleurs indépendants, doit les informer qu'ils sont soumis aux règles de prévention vis à vis d'eux-mêmes et des autres personnes intervenant sur le chantier.

c. Evolution :

- ✓ Le P.G.C. est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail, les modifications correspondantes sont portées à la connaissance des entreprises.
- ✓ Le P.G.C. intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant les P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) établis par les entreprises ou d'autres plans de prévention qui seraient nécessaires.

d. Conservation :

- ✓ Le P.G.C., tenu sur le chantier est conservé par le Maître d'Ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

→ Important

Dans l'ensemble du PGCSPS, les termes " Entreprise " et " Entrepreneur " désignent, qu'ils soient titulaire unique, Cotraitants ou Sous-traitants ; aussi bien les Travailleurs Indépendants que les Employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur le chantier

L'attention des Entreprises est attirée sur l'exigibilité du PPSPS. En son absence, l'Entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution court.

Les interventions du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS ne dégagent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur et ne le dispense pas de compléter les dispositions prises.

Il est conféré au coordonnateur S.P.S. par le Maître d'ouvrage, les pouvoirs suivants :

- ♦ Arrêt de chantier dans le cas où des personnels se trouvent en situation de danger grave et imminent (suivi d'une information au Maître d'ouvrage)
- ♦ Exclusion de tout personnel ou entreprise en infraction des règles élémentaires de sécurité (suivi d'une information au Maître d'ouvrage)

0.1. Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant, ou du sous-traitant

OBLIGATION DE FAIRE	Loi	Décret
Respecter et appliquer les principes généraux de prévention	L 4121-1 à L 4121-5 L 4531-1	
Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes officiels, (DDTEFP, CRAM, OPPBTP), au coordonnateur, et les conserver pendant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage	L 4532-9	R 4532-56 à R 4532-76
Participer et laisser participer les salariés au CISSCT	L 4532-10 L 4532-15	R 4532-77 à R 4532-94
Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)	L 4531-1 à L 4532-9	R 4323-58 à R 4323-90 R 4534-1 à R 4534-156 R 4535-1 à R 4535
Respecter les obligations issues du livre II du Code du Travail notamment les grands décrets techniques, (8 janvier 1965, etc.)	L 4532-10 à L 4532-15	Livre II et décrets non codifiés
Viser le RJCSPS et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur		R 4532-38

0.2. Principes généraux de prévention

Conformément à la réglementation, il convient que chaque intervenant respecte les 9 principes généraux de prévention qui sont rappelés ci-après :

- 1 - Éviter les risques,
- 2 - Évaluer les risques,
- 3 - Combattre les risques à la source, 4 - Adapter le travail à l'Homme,
- 5 - Tenir compte de l'évolution de la technique,
- 6 - Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins, 7 - Planifier la prévention,
- 8 - Donner la priorité aux mesures de protection collective, 9 - Donner les instructions appropriées aux salariés.

1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF DU CHANTIER

1.1. Présentation et adresse de l'opération

Les travaux consistent à la déconstruction des bâtiments CNB040, CNB150, CNB160, CNB500 (en tranche optionnelle) et CNB520 sur le site du CNRS à STRASBOURG sous maîtrise d'ouvrage du CNRS DELEGATION ALSACE.

L'objectif des travaux du présent lot consiste à

- Réaliser des aménagements provisoires
- Faire le curage des bâtiments
- Retirer l'ensemble des matériaux et produits contenant de l'amiante
- Faire les terrassements nécessaires
- Déconstruire les superstructures et les infrastructures des bâtiments
- Réaliser une plateforme et reconstituer les cheminements
- Faire des aménagements paysagers
- Réaliser des travaux de finition

Désignation de l'opération.

DESAMIANPAGE & DECONSTRUCTION DES BATIMENTS CNB040, CNB150, CNB160, CNB500 & CNB520 DE LA DELEGATION ALSACE DU CNRS DE STRASBOURG

Pour la description complète et détaillée de la consistance des travaux, voir le CCAP et CCTP du dossier de consultation des entreprises.

1.2. Présentation des intervenants

Maîtrise d'ouvrage

CNRS DELEGATIONS ALSACE
23 rue du Loess
BP20
67037 STRASBOURG

Maîtrise d'oeuvre Désamiantage-Démolition

AMIUM CONSEIL
18 rue de Bischheim
67300 SCHILTIGHEIM

Contrôle technique

BTP CONSULTANTS
92 quater B boulevard de la Solidarité
57070 METZ

Repérage amiante

APAVE
2 rue de l'Electricité
67550 VENDENHEIM
AC ENVIRONNEMENT
14 avenue de l'Europe
67300 SCHILTIGHEIM

Coordination SPS

Prev&Co BTP sarl

1 rue neuve
67720 Weyersheim
Tel 06 37 28 58 68

Représenté par : EN Conception titulaire : Nadia Ranzenberger RUIZ

Nadia.ruiz@prevco-btp.fr

1.3. Organismes officiels de prévention

DESIGNATION	NOM	ADRESSE	tél	fax
INSPECTION DU TRAVAIL	DIRRECTE	6, Rue G.-A. Hirn – 67000 STRASBOURG	03.88.75.86.86	03.88.75.86.94
CARSAT	S ^{ce} Prévention	14, Rue A. Seyboth – 67000 STRASBOURG	03.88.14.33.00	03.88.23.54.13
OPPBTP	C ^{te} Régional	21 Av. de l'Europe, 67300 Schiltigheim		
Police secours			17	
Pompiers			18	
SAMU			15	
HOPITAL	CHR	HOPITAL DE HAGUENAU	112 OU 15	

1.4. Intervenants au titre du présent marché

DESAMIANTAGE-DECONSTRUCTION

Les renseignements sur les intervenants pour les travaux seront complétés à la période de préparation ou pendant la phase réalisation des travaux (article R. 4532-44 à 46 du Code du Travail).

1.5. Calendrier des travaux

Date présumée de début des travaux : 2^{ème} semestre 2025

Délai prévisionnel d'exécution des travaux : **SELON PLANNING**

Le planning prévisionnel des travaux sera inclus au DCE

L'entreprise titulaire doit dresser un planning d'exécution comprenant également les prestations éventuellement sous traitées. Elle indiquera les effectifs prévisionnels en bas du planning, et ce pour chaque période remarquable ou phase de chantier.

1.6. Effectif prévisible des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier

Entreprises appelées à intervenir sur le chantier : sup à 1

Travailleurs appelés à intervenir sur le chantier. Effectif de pointe estimé à 10 Personnes

Cette opération de Bâtiment se classe en 2^{ème} catégorie Catégorie.

Cet article sera renseigné au fur et à mesure de l'opération suivant les indications des différents intervenants.

1.7. Autorisations ou demandes administratives

Autres déclarations

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de son lot, telles que :

- Déclaration d'ouverture de chantier : la déclaration préalable du maître d'ouvrage, citée ci avant, ne dispense pas les entreprises de transmettre leur déclaration d'ouverture de chantier respective aux organismes officiels de prévention (imprime n° s.6206 disponible à l'OPPBTP et au service de la CRAM).
- Déclaration d'intention de commencement de travaux. : pour les travaux intéressant les réseaux concessionnaires, l'entreprise titulaire, y compris sous-traitant, doivent transmettre leur " déclaration d'intention de commencer les travaux " (DICT.) aux services publics, concessionnaires concernés, etc. au moins 10 jours avant le début des travaux, valable 2 mois. La liste de concessionnaires et exploitants concernés sera fournie par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre en fonction des réponses obtenues aux demandes de renseignement faites pendant la phase de conception.

Dans les réponses aux consultations, les Entreprises devront prendre en compte tous les éléments, ainsi que les conditions techniques particulières liées aux difficultés d'intervention à proximité de réseaux dont la localisation reste incertaine.

L'Entreprise doit prévoir les méthodes à employer à proximité immédiate des réseaux dont la localisation et les caractéristiques ont été communiquées. Elle doit disposer d'un personnel formé et qualifié pour intervenir à proximité des réseaux.

Une information du personnel doit être faite sur la localisation des réseaux et sur les mesures de sécurité à appliquer durant le chantier ;

Le marquage ou le piquetage réalisé par le maître d'ouvrage, l'exploitant ou l'entreprise doit être maintenu en bon état de lisibilité durant toute la durée des travaux.

Les modes opératoires devront être adaptés en fonction des réseaux identifiés.

Une copie sera disponible sur le chantier et consultable par le Maitre d'œuvre et le CSPS.

2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

En dehors des mesures édictées dans le PGCSPS , les entreprises doivent consulter et respecter les consignes données par le Maître d'œuvre.

2.1. Attribution des tâches par Entreprise ou par lot

Les installations de chantier de chantier relatives aux travaux de désamiantage démolition sont à la charge du lot .

- Installation de la base vie pour les travaux
- Installations électriques pour les travaux

Clôture du chantier : pour les travaux des divers bâtiments et zones de travaux .

L'entreprise du présent lot doit prendre en compte que :

2.2. Environnement et Servitudes

Une note organisationnelle est jointe au DCE dans le cadre des travaux, elle devra être respectée en tout point .

Travaux dans le campus de Strasbourg Cronembourg .

- Les travaux sont conduits de façon à limiter
 - ✓ les nuisances sonores
 - ✓ les vibrations
 - ✓ les poussières
- Circulation à maintenir pendant la durée des travaux.
- **Respect des plages horaires de travail imposées par le CNRS à compter du début des travaux.**
- La protection des occupants au droit des zones de travaux doit être sécurisée en permanence.
- L'isolement des zones de travaux doit être constamment maintenu.
- Possibilité d'autres travaux à proximité du chantier pendant la durée de l'opération.

Contraintes

- Le chantier est localisé est localisé dans le Campus de Strasbourg Cronembourg et à ce titre, la limitation des nuisances vis à vis des occupants et de la circulation constituent les servitudes essentielles de cette opération.

IMPORTANT : Restriction d'horaires

- Les travaux bruyants pourront être exécutés en horaire décalé selon demande.
- Les travaux sont conduits de façon à limiter la gêne et les nuisances (bruits, poussières, fumées, stationnements anarchiques des engins, etc.),
- Le chantier et tout particulièrement les abords de celui-ci et les accès seront maintenus dans un état de propreté constant,
- Aucun accès ne doit être laissé ouvert.
- Aucun stockage ne doit être fait en dehors de l'emprise de chantier.
- Les travaux a forte vibration devront faire l'objet d'un signallement .

2.3. Accès chantier, stationnement identification des salariés

Toutes détériorations de la voirie publique dont les Entreprises sont à l'origine doivent être signalées et réparées sans délai.

Accès chantier SELON PIC DE PRINCIPE.

Les entreprises devront impérativement respecter les accès de chantier piétons et véhicules définis avec la maîtrise d'ouvrage à la réunion de préparation.

Les entrées et sorties du chantier seront réalisées après aménagement du balisage.

La sortie se fera dans le sens de la circulation, les manœuvres devront être accompagnées par un homme trafic désigné par l'entreprise

Accès Riverains et piétons

Les différents accès des riverains, ainsi que les le dévoiement en sécurité des circulations piétonnes seront assurés en permanence pendant la durée des travaux du chantier et les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour en assurer la sécurité.

Contrôle d'accès au chantier.

L'accès au chantier est strictement limité aux personnes autorisées.

Identification des salariés :

La carte d'identification professionnelle du bâtiment et des travaux publics (Carte BTP) est obligatoire pour tous les salariés du BTP et doit être portée en permanence par les salariés des entreprises travaillant sur les chantier, y compris pour les travailleurs détachés.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, les travailleurs indépendants, les compagnons, etc., doivent être identifiables sur le chantier.

- Les ouvriers doivent obligatoirement porter des vêtements de travail marqués au nom de l'entreprise
- Le registre du personnel doit être disponible en permanence sur le chantier

Le représentant de l'Entreprise Titulaire de chaque lot doit tenir à jour son journal de chantier (liste nominative des personnes, leurs statuts (employé, intérimaire, location de matériel, etc.).

A tout moment, le coordonnateur SPS doit pouvoir consulter la liste des entreprises et du personnel présent sur le chantier pour pouvoir vérifier l'adéquation des installations d'hygiène aux effectifs présents.

Les sauveteurs secouristes du travail portentont en permanence un signe distinctif visible.

2.4. Clôtures de chantier

La clôture est due par le lot .

Elle sera installée au démarrage des travaux de désamiantage et sera complétée par des clôtures selon l'avancement de la démolition et tous les autres types de travaux de remise en état des zones .

Les clôtures provisoires seront composées de panneaux grillagés sur plots béton et reliées par connecteurs "anti-effraction". (double menotte) et elles seront fixées au sol et contreventées le cas échéant pour des questions de stabilité.

Des pancartes « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront affichées sur le portail d'entrée et sur la clôture en périphérie du chantier.

Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.

Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules.

La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant au droit des voies de circulation.

2.5. Ouverture fermeture du chantier

Le titulaire du lot aura la charge de l'ouverture et la fermeture du chantier .

Dans le cas de travaux sous traités le titulaire du lot restera responsable de la gestion de l'ouverture et de la fermeture du chantier.

En cas de défaillance constaté d'un ou des sous-traitants le titulaire aura l'obligation de remédier à la situation sans délai .

2.6. **Présence de matériaux Dangereux**

.Les rapports réglementaires Amiante et plomb sont joint au DCE .

Avant tout travaux le maître d'ouvrage a pour obligation de faire réaliser un diagnostic avant travaux par une société spécialisée en ce qui concerne les substances dangereuses et notamment l'amiante et le plomb. Il se doit également de communiquer directement le résultat des analyses aux différents intervenants avant travaux. Les entreprises doivent également se garantir de ces résultats avant la moindre intervention.

Les travaux de CURAGE AVANT DESAMANTAGE SE FERONT OBLIGATOIREMENT SELON LE TEXTE CI-DESSOUS :

En cas de non retrait ou d'intervention avant retrait des matériaux contenant de l'amiante, l'entreprise devra prévoir toutes les sujétions pour réaliser ses intervention dans le cadre du code du travail (Quatrième Partie / Livre IV / Titre 1er / Chapitre II / Section 3 / Sous-section 4 : dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante).Ce qui implique que le personnel soit formé, l'obligation d'établir un mode opératoire, etc. L'attestation de formation du personnel opérationnel et encadrant devra être fournit à la remise de l'offre ou l'inscription à un organisme de formation dispensant la formation avant la date de démarrage des travaux.

Lorsque les travailleurs sont amenés à travailler sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante, l'entrepreneur doit effectuer au préalable une analyse des risques spécifiques à la tâche en développant

Le MODE OPERATOIRE NORMAL et le MODE OPERATOIRE D'URGENCE. Cette analyse des risques est intégrée en annexe

Le mode opératoire sera validé par mesure d'empoussièrement.

Attention pas de Co activité entre le désamiantage et la démolition

Si des travaux préliminaires doivent être réalisés ils seront réalisés avec du personnel formé selon l'arrêté du 23 février 2012.

Les risques liés à la présence d'amiante avant le désamiantage :

L'attestation de formation du personnel.

La rédaction du mode opératoire normal et du mode opératoire d'urgence pour les interventions à proximité des matériaux contenant de l'amiante.

La passation des consignes aux travailleurs.

Le retrait des matériaux contenant de l'amiante :

Toutes personnes ayant à pénétrer dans le milieu confiné doit être titulaire d'une attestation de formation délivré par un organisme certifié.

Le plan de retrait est soumis à l'avis du Médecin du travail et du CHSCT.

Le plan de retrait est transmis un mois avant le démarrage des travaux à l'Inspecteur du travail, la CARSAT, et l'OPPBTB.

A la charge de l'entrepreneur d'établir un plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante, dans lequel sont précisés les éléments suivants :

Le certificat N° 1552 de l'entreprise avec 3 chantiers validés du même type minimum par an.

Connaitre les restrictions d'emploi de certaines catégories de travailleur conformément au code du travail.

La notice d'information pour chaque poste de travail ou situation de travail.

La formation et l'information du personnel.

La liste des personnes amenées à travailler dans le confinement.

L'effectif pendant les travaux.

La durée de port des équipements de protection individuelle est définie.

Le planning des travaux.

Les plans de phasage des travaux.

Les modes opératoires de déconstruction.

Les moyens d'accès et d'évacuation du personnel.

Les moyens de levage et de manutention.

Les notes de calcul des échafaudages, plateformes et des étaielements.

Les notices techniques du matériel.

Les fiches de données de sécurité des produits utilisés.

Les procès verbaux de contrôle et de réception des échafaudages et plateformes.

Le choix de la filière d'élimination.

Les dimensions et le poids des colis sont à renseigner.

Le certificat d'acceptation préalable de la filière d'élimination choisie.

Les autorisations de conduite des engins.

L'attestation de conformité des installations électriques provisoires.

Le bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante.

La désignation de l'encadrement du personnel et des responsables du SAS.

Les mesures d'hygiène et les locaux d'accueil.

Le suivi médical du personnel.

La surveillance médicale des travailleurs exposés.

La définition des premiers secours.

L'information au service de secours du département.

L'affichage des numéros d'urgence en cas d'accident.

La liste des secouristes.

Les horaires de travail.

La durée de travail et la durée de pause pour chaque travailleur, à adapter en fonction de la pénibilité de la tâche.

Le journal de chantier.

Le registre du personnel et des visiteurs.

Le registre des filtres.

Le registre des contrôles d'empoussièrement.

Le registre de contrôle du confinement.

Le registre d'affectation et d'entretien des appareils respiratoires.

La liste des appareils de mesure et des moyens de prélèvement.

La fréquence et les modalités des contrôles à effectuer sur le chantier.

Le contrôle préalable au fumigène de l'étanchéité du confinement.
Les caractéristiques des équipements devant être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs,
La protection respiratoire avec adduction d'air.
Les combinaisons à usage unique.
Le stock de filtres de rechange.

La clôture de chantier et la signalétique AMIANTE.
La clôture de la zone de stockage provisoire et la signalétique AMIANTE.
La spécification du confinement, le plan à fournir.
Les matériaux utilisés pour le confinement.
La consignation des installations électrique, de chauffage, des machines tels que VMC, CTA et autres installations etc...

Les calfeutrements des appareils de ventilation, des grilles, des canalisations situées dans l'emprise du chantier tels que les appareils sanitaires, les siphons, etc.
Les coffrets électriques, leur implantation.
L'éclairage de chantier.

La source d'énergie de secours et son implantation. Prévoir la réserve en carburant.
Le point de raccordement d'eau et les points de puisage d'eau.
L'installation des moyens d'accès, l'implantation, les notices de montage et de démontage.
Les extracteurs et les recycleurs d'air. L'implantation doit tenir compte du balayage de toutes les zones du confinement et éviter les zones neutres. La localisation des rejets d'air vicié.
L'implantation du tunnel de décontamination pour le personnel.
L'implantation du tunnel de décontamination pour les matériaux.
L'implantation des compresseurs d'adduction d'air.
La pompe de relevage et le réservoir des effluents.
Les moyens d'aspersion d'eau.
Le surfactant.
La liste détaillée du matériel électrique et manuel prévu.
La ponceuse aspiratrice.
L'aspirateur.
Le stock de filtres.

Le conditionnement double emballage.
L'étiquetage des emballages
Les moyens utilisés pour la manutention des déchets.
Le lieu de stockage provisoire, la pose de la signalétique.
Le transport, le bordereau de suivi (BSDA : CERFA 11861 01).
Le stockage en décharge classe 1 et classe 2 pour les déchets amiantés.
Les mesures libératoires avant la dépose du confinement.

Restitution des locaux après travaux de désamiantage :

a) Mesure d'empoussièrement à la charge de l'entreprise

L'entreprise ayant réalisé des travaux de retrait ou encapsulage des MCA doit faire réaliser des mesures du niveau d'empoussièrement par META avant le retrait du confinement de la zone. Lorsque les résultats de ces mesures dites libératoires sont conformes à la réglementation en vigueur (<5 fibres/litre d'air), l'entreprise pourra procéder à la dépose du confinement et à l'évacuation de tout le matériel, puis remettre les bordereaux de suivi des déchets amiante (BSDA).

2.7. Démolition

Tous les travaux de démolition ou de déconstruction d'ouvrages supposent la succession d'opérations élémentaires pouvant être regroupées dans les phases suivantes :

- étude préalable, diagnostic de l'existant,

- préparation du chantier,
- démolition ou déconstruction proprement dite,
- déblaiement, tri, stockage sur site et évacuation des produits de démolition.

En outre la présence de produits dangereux (amiante,)ou de leur environnement proximité de lieux accessibles au public...) nécessitent des opérations spécifiques lors de leur démolition ou déconstruction. Les mesures de prévention sont examinées ci-après en fonction des opérations effectuées.

Procédés et moyens

La démolition totale de l'ouvrage s'effectue selon un ou plusieurs des procédés suivants

- décontamination,
- démontage,
- dépose,
- arasement,
- dérasement,
- découpage,
- effondrement ou écroulement,
- dislocation ou fragmentation,
- abattage d'éléments horizontaux ou verticaux,

Ces procédés (ou méthodes de démolition) supposent une combinaison de moyens à mettre en œuvre dont les plus utilisés sont :

- Les outils portatifs : marteau de démolisseur, pioche, masse, pelle, marteau piqueur, chalumeau... Ils peuvent être utilisés quel que soit le procédé employé.
- Le cric permet l'abattage par poussée.

- Le câble permet l'abattage par traction d'éléments verticaux limités ; il est également utilisé dans les méthodes d'effondrement par traction ou par sciage.

L'élément de traction peut être un engin mécanique, tels que pelle, bouteur, chargeur..., ou un treuil mû manuellement ou mécaniquement (dans ces derniers cas, l'élément à abattre doit être ceinturé par une "cravate" à laquelle est fixé le câble).

- Les engins mécaniques visés ci-dessus agissent également avec leur godet pour provoquer l'écroulement de tout ou partie de la construction.

- La boule ou boulet équipant un engin ne pourra pas être utilisé sur ce type d'environnement.

- Le brise-roche hydraulique ou pneumatique, les crocs et pics, montés en bout de bras d'une pelle, permettent la dislocation et la fragmentation des éléments compacts et résistants de la construction.

- Les cisailles ou pinces équipant une pelle hydraulique, utilisées dans un souci de réduire les nuisances provoquées par les marteaux brise-roche, permettent de réaliser :

- le cisaillement ou découpage du béton armé ou non armé,
- le broyage ou "croquage" du béton afin de le dissocier de sa structure en acier,
- le cisaillement de l'acier.

- La lance thermique, les outils de forage et de sciage permettent le découpage d'une partie de la construction en éléments transportables par les moyens usuels.

- Les robots équipés de lances d'eau à jet calibré d'une pression supérieure à 1000 bars, sont utilisés dans la technique de l'hydrodémolition. Celle-ci est employée surtout dans la maintenance et la réhabilitation des ouvrages en béton.

- Le laser, le chalumeau à plasma ont servi expérimentalement au découpage de certains éléments d'ouvrages.

Nature des risques

Chaque procédé présente des risques spécifiques, cependant, d'une façon générale, les personnes exécutant des travaux de démolition ou de déconstruction sont exposées principalement aux risques suivants :

- chute de hauteur,
- chute de plain-pied et blessures aux pieds,
- effondrement non contrôlé de tout ou partie de la construction,

- chute et projection de matériaux,
- dommages aux ouvrages voisins et aux tiers,
- blessures résultant de l'utilisation du matériel, des engins et véhicules,
- blessures dues à la manutention de charges,
- explosion, incendie,
- nuisances dues au bruit, à la poussière...

Préparation du chantier

Nécessité d'une étude préalable et d'un diagnostic de l'existant

Avant tout début d'exécution, un examen complet de l'ouvrage à démolir ou à déconstruire ainsi que des ouvrages et sites contigus est indispensable.

Cet examen doit permettre de recueillir les renseignements concernant :

- la nature, la résistance et la stabilité de la construction à démolir et de ses divers éléments,
- la quantification des déchets de démolition et l'identification des filières de traitement,
- le repérage des ouvrages voisins, leur résistance, l'influence de la démolition sur leur stabilité,
- le repérage des voies et réseaux existants : voies ouvertes à la circulation, lignes électriques aériennes, conduites et câbles enterrés...,
- le recensement des éléments à risques spécifiques en raison notamment de leur toxicité, inflammabilité .

L'étude et le diagnostic doivent permettre également de confirmer l'absence de matériaux à base d'amiante ou de plomb.

Si, au contraire, ils révélaient la présence de tels matériaux, il y aurait lieu de procéder, en ce qui concerne les matériaux à base d'amiante, au traitement et à la dépose de ceux-ci avant d'effectuer la démolition proprement dite. Les mesures à prendre lors de cette opération ne sont pas exposées dans cette fiche.

Voir par exemple les guides pratiques OPPBTP :

“Traitement et dépose de l'amiante en place” et “Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement”.

En fonction des renseignements obtenus, il conviendra d'adopter les procédés et moyens les mieux adaptés à chaque partie d'ouvrage et à son environnement.

Ces choix tiendront compte, notamment, des impératifs suivants :

- Lorsque la construction à démolir est contiguë à d'autres constructions à conserver, il ne peut être procédé par effondrement (quel que soit le moyen prévu), ni employé d'engins mécaniques (quelle que soit la méthode retenue) que s'il est possible préalablement d'isoler convenablement, par des saignées, cette construction de celles à conserver.
- Lorsque la construction à démolir est en bordure d'emplacements accessibles au public, les méthodes destinées à provoquer l'effondrement partiel ou total de la construction sont interdites. D'une façon générale, les méthodes et moyens prévus dans ce cas devront exclure la chute des matériaux sur les emplacements librement accessibles.
- L'emploi de méthodes destinées à provoquer un effondrement partiel d'une construction est interdit, sauf si des mesures sont prises pour qu'aucune personne ne soit amenée, par la suite, à pénétrer dans les parties restantes de la construction.
- L'utilisation du godet d'un engin, d'un pic ou croc équipant une pelle est interdite pour provoquer l'effondrement des éléments de construction dont la hauteur au-dessus du sol est supérieure à la longueur de la projection horizontale du bras de l'engin en action .
- La démolition d'ouvrages ayant contenu des produits inflammables (cuves, citernes...) ne pourra se faire, sauf mesures compensatrices mises en œuvre, à l'aide de moyens à flamme nue (chalumeau, lance thermique...).

Certains moyens seront à proscrire lorsque leur mise en œuvre est susceptible de provoquer des dégagements de gaz et vapeurs nocives ou inflammables.

Programme d'exécution

Les procédés et moyens étant arrêtés, les renseignements obtenus seront exploités pour établir le programme d'exécution définissant les phases successives des travaux dans le respect des règles de l'art de la démolition ou la déconstruction.

Ces phases seront analysées au regard de leur incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, de façon à définir :

- les mesures de protection associées à chaque poste de travail,
- les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des divers éléments au cours de la démolition,
- les instructions destinées au chef de chantier, aux chefs d'équipes et aux exécutants, et notamment celles à appliquer en cas d'échec d'une opération ou encore en cas d'incident ou d'accident.

La nécessité d'un contrôle permanent de l'élément en cours de démolition conduit généralement à définir un objectif limité de chaque phase d'exécution afin que la personne chargée de l'opération puisse à tout instant en assurer le commandement, en observer le déroulement et ainsi veiller à la sécurité des exécutants.

Opérations préliminaires

Avant le démarrage proprement dit des travaux, procéder aux opérations suivantes :

- Mise en place des installations du personnel dans le chantier. Ces dernières comprendront au minimum un abri de chantier, un point d'eau potable et des lieux d'aisance. L'abri de chantier ne devra pas être situé dans le bâtiment en cours de démolition et l'ensemble des installations ainsi que leur accès seront disposés de façon à être à l'écart des zones où sont susceptibles de se produire des chutes de matériaux ou des effondrements.
- Clôture et signalisation du chantier : indiquer l'interdiction formelle d'accès au public.
- Balisage et signalisation des lignes aériennes, câbles et conduites ; éventuellement, les protéger de façon à en assurer la conservation et à éviter, notamment, tout contact avec les lignes électriques en service.
- Repérage et neutralisation des installations intérieures d'électricité, de gaz, d'eau, etc.
- Dotation du chantier en boîtes de premiers soins.
- On s'assurera, en outre, que les instructions et consignes ont bien été transmises et que leurs destinataires les ont comprises.

Exécution des travaux

Les travaux de démolition, contrairement aux apparences, sont des travaux difficiles et dangereux, pour lesquels il est impossible de dissocier règles de l'art et prévention des accidents. De ce fait, ils ne peuvent être effectués que par du personnel spécialement formé et dans le respect le plus strict des règles de l'art.

Protections contre les chutes de hauteur du personnel

Mesures destinées à éviter les chutes

- _ Choix de méthodes et moyens ne nécessitant pas la présence en hauteur de travailleurs : procédé d'écroulement par engin mécanique, par exemple.
- _ Enlèvement des gravats ou autres objets encombrant les postes de travail et les surfaces de circulation.
- _ Conservation des escaliers munis de rampes (d'origine ou de remplacement) le plus longtemps possible.
- _ Mise en place de dispositifs garde-corps en bordure des ouvertures et planchers donnant sur le vide (baies, balcons...). En particulier, lorsqu'on procède par abattage des murs extérieurs, des garde-corps seront obligatoirement installés au niveau du plancher immédiatement après l'abattage.
- _ Condamnation des locaux comportant des ouvertures (verticales ou horizontales) donnant sur le vide.
- _ Obturation des ouvertures existantes dans les planchers.

- _ Limitation de la surface des trémies d'évacuation (1 m maximum). Les munir d'un dispositif d'obturation et ne les découvrir que pendant les opérations d'évacuation.
- _ Etudes particulières des postes de travail lors d'opérations spécifiques, telles que : démolition de couvertures en matériaux fragiles, abattage d'éléments horizontaux (planchers, poutres), découpage d'éléments métalliques...
- _ Réalisation de plates-formes de travail stables et protégées pour l'exécution de coupes, saignées...

Mesures destinées à limiter les conséquences d'une chute

- _ Mise en place de dispositifs formant surface de recueil (auvents) capables d'interrompre la chute d'un travailleur avant qu'il ne soit tombé de plus de 6 m. Cette mesure est notamment obligatoire lors de la démolition manuelle des murs extérieurs d'une construction
 - _ Réalisation des trémies d'évacuation en commençant par le plancher supérieur.
 - _ Port du harnais de sécurité toutes les fois que des protections collectives n'auront pu être mises en œuvre, et en particulier par tout travailleur chargé :
 - de l'exécution des saignées en vue de l'abattage d'éléments horizontaux (planchers, poutres),
 - de la mise en place des "cravates" et câbles lors d'abattage par traction,
 - de la découpe ou de l'enlèvement de poutres et autres éléments métalliques,
 - de la mise en place et de l'enlèvement des protections collectives.
- Dans tous les cas, on s'assurera de la solidité du point d'amarrage de la longe.

Effondrement de la construction

Effondrement provoqué volontairement

Certaines démolitions sont obtenues en provoquant l'effondrement du bâtiment (ou encore par l'abattage d'éléments importants de la construction). Il est rappelé que cette méthode et certains moyens d'y parvenir sont formellement interdits dans divers cas, notamment en présence de constructions contiguës ou en bordure d'emplacements accessibles au public. Lorsque l'ouvrage à démolir l'autorise, l'effondrement ne sera provoqué qu'après :

- délimitation matérielle de la zone d'effondrement,
- évacuation suivie de l'interdiction matérielle d'accès, tant dans la construction que dans la zone d'effondrement, et cela pendant toute la durée de l'opération.

De plus, les opérations seront conduites de façon à éviter tout effondrement partiel nécessitant ensuite la présence de travailleurs dans les parties restantes. Pour la démolition de bâtiments longs à travées multiples, les règles précédentes ne s'appliquent que dans les parties attaquées, à condition toutefois que l'on se soit assuré que la stabilité des zones accessibles ne soit pas compromise par les travaux. Il conviendra dans tous les cas de matérialiser les limites des zones accessibles et des zones interdites.

Effondrement inopiné

Mesures destinées à l'éviter

- _ Les travaux seront programmés et exécutés de façon à ne pas apporter de surcharges anormales sur les ouvrages existants, que ceux-ci soient à démolir ou à conserver :
 - ne jamais accumuler de gravats sur un plancher, le long d'un mur isolé...,
 - ne pas procéder à l'abattage d'éléments sur un plancher (sauf s'il s'agit d'éléments légers de la construction).
- _ Les parties instables et vétustes peuvent s'écrouler du fait des vibrations ou des modifications apportées par la démolition d'autres éléments de la construction. Aussi, il y a lieu d'étayer les planchers vétustes et d'abattre tout élément en équilibre instable : pièces en saillie, éléments en porte-à-faux. Lorsque les méthodes employées conduisent à démolir un immeuble étage par étage, démolir les murs d'un étage avant d'en enlever le plancher bas afin de ne pas nuire à la stabilité de l'ensemble.

Si des obligations techniques (conservation des murs par exemple) obligent à procéder autrement, il y a lieu de garantir la stabilité par tout moyen approprié (éaiement, butonnage...).

_ Les engins peuvent provoquer des effondrements fortuits en raison de leur poids ou des effets dynamiques engendrés par leur déplacement ou leur mode d'action. Leur évolution sur les planchers des bâtiments à démolir ne sera admise qu'après s'être assuré de la solidité de ces derniers. _ En outre, certaines méthodes peuvent aboutir à des écroulements dangereux si l'objectif fixé ou les moyens retenus sont inadaptés à l'ouvrage à démolir. Pour les éviter, il faut notamment :

- délimiter par des saignées l'élément à abattre lors d'abattage par poussées ou tractions,
- définir le point de poussée, répartir les efforts lors d'abattage par poussées à l'aide de crics,
- interdire l'écroulement ou l'abattage par sapement à la base, sauf s'il est étudié et mis en place un éaiement convenable garantissant la stabilité de la construction pendant toute la durée du sape-ment,
- ne pas procéder par secousses répétées lors d'abattage par tractions à l'aide de câble

Mesures destinées à limiter les conséquences d'un effondrement inopiné

_ Utiliser des engins munis d'une cabine de protection.

_ Interdire matériellement l'accès, non seulement de la zone prévisible de chute, mais également de la zone pouvant être atteinte par une chute en sens opposé (abattage par traction, par poussée ou par sapement, par exemple).

_ Prévenir l'échec (toujours possible) d'une opération, en prenant des mesures compensatrices,

telles que :

- doubler le câble de service par un câble de secours lors de démolition par traction,

Projections de matériaux et d'objets

Démolition par traction à l'aide de câbles

La rupture d'un câble étant toujours possible, il y a lieu d'interdire l'accès dans la zone d'un fouettement éventuel.

Emploi de lances thermiques

Le découpage ou la perforation à l'aide de lances thermiques provoque la projection d'étincelles et de particules incandescentes. De ce fait, le port d'un équipement individuel de protection adapté (combinaison, casque avec écran facial, gants, chaussures) est indispensable pour éviter tout risque de brûlure.

Des moyens seront mis en œuvre pour interdire l'accès dans la zone de projections à toute personne autre que le découpeur et son aide.

Démolition d'ouvrages en béton précontraint

Elle ne doit être entreprise que sous la direction de techniciens compétents et après étude préliminaire complète. En effet, la découpe sans précaution d'un câble de précontrainte tendu peut provoquer des projections dangereuses ou un effondrement inopiné.

Découpage d'éléments métalliques

Ces derniers peuvent être soumis à des contraintes dont la libération peut provoquer des fouettements ou des projections forts dangereux. Le processus de découpage doit être étudié et suivi rigoureusement ; le poste de travail du découpeur doit être stable et établi de façon à être à l'abri de toute projection fortuite.

Accidents liés à l'utilisation des engins et véhicules

L'emploi de ces matériels dans les chantiers du BTP présente des risques En outre, dans les chantiers de démolition, les

mesures complémentaires suivantes sont à mettre en œuvre :

- S'assurer de la stabilité des sols et planchers d'évolution
- Lorsque des rampes et plates-formes sont créées avec des produits de démolition, s'assurer de l'homogénéité des matériaux utilisés, prévoir des rampes de largeur suffisante et des talus de pente compatible avec la nature des matériaux utilisés ; éliminer poutres, fers, matériaux pulvérulents...

Les examens et vérifications seront renouvelés fréquemment.

3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE

3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Un PIC de principe est joint au DCE il sera à respecter .

En phase préparatoire, l'entreprise désignée fournira sur la base du PIC de principe son plan général d'installation de chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.

Sur ce plan figureront notamment :

- L'accès du chantier
- La zone des cantonnements et bureaux de chantier
- Les entrées du bâtiment - Les voies de circulation
- Les zones de stationnement
- Les zones de stockage
- L'implantation de la ou des grue(s) de chantier
- L'implantation des armoires de distribution électrique.
- Les points eau.

Ce plan sera communiqué à toutes les Entreprises intervenantes sur le site, pour intégration dans leur PPSPS.

3.2. Nuisances.

Chaque entreprise titulaire désignera un salarié pour assurer le contrôle:

- Du respect des horaires de travail, notamment pour les travaux bruyants
- Du respect du niveau sonore du chantier.
- Du respect de la sécurité des ouvriers pour les travaux propres à l'entreprise

3.3. Zone de stationnement.

Les véhicules de chantier devront respecter les circulations, les zones d'attente et zones de déchargement

Les véhicules utilitaires camions, camionnettes doivent libérer l'emprise de la zone de livraison dès le déchargement terminé.

Le chauffeur d'un véhicule en cours de déchargement se trouvant sur une circulation assujettie au passage de véhicule de secours se doit de rester dans son véhicule afin d'évacuer celui-ci dès que cette manœuvre lui est demandée.

Lors des travaux (dallage etc...) nécessitant une rotation de camion importante les véhicules en attente de déchargement seront stationnées sur une zone d'attente qui sera définie avec la maîtrise d'ouvrage .

3.4. Circulation des véhicules de chantier.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite s'effectueront sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées du guidage des véhicules.

Les Entreprises prennent toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer une circulation fluide au niveau des voies d'accès et du chantier. (Signalisation appropriée, dévoiement fléché)

Les camions en sortie du chantier, seront bâchés afin d'éviter toute chute de matériaux sur les voies de circulation.

Un homme trafic obligatoire en sortie de chantier, les sorties se feront obligatoirement en marche avant .

3.5. Les conditions de manutention des matériaux et matériels utilisation des engins de levage et de manutention

3.5.1. Manutentions manuelles des charges.

Les Entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle des charges par son personnel.

Toutefois, lorsque la nécessité de celle-ci ne peut être évitée, en raison de la configuration des lieux ou cette manutention est effectuée, l'employeur doit prendre une organisation appropriée ou mettre à la disposition du personnel les moyens adaptés, en combinant leurs effets, de façon à limiter l'effort physique et à réduire le risque encouru lors de cette opération.

Les mesures prises pour limiter le recours aux manutentions manuelles, seront décrites dans le PPSPS de chaque entreprise.

3.5.2. Nacelles

L'entreprise désignée veillera à mettre à disposition des voies parfaitement planes et adaptées à l'évolution de nacelles.

Chaque appareil de levage du personnel ou de manutention devra être vérifié préalablement à sa mise en service sur le chantier et conformément aux textes en vigueur.

Les rapports de vérification seront tenus à disposition sur le chantier avec le registre de sécurité de l'entreprise concernée.

Conditions d'utilisation des nacelles

En complément des examens périodiques et des épreuves dynamiques et statiques, chaque nacelle devra faire l'objet d'un examen d'adéquation permettant de constater que :

- l'engin est approprié aux travaux à effectuer et aux risques auxquels les salariés sont exposés
- l'appareil peut accomplir les fonctions prévues en toute sécurité
- la nacelle est installée et peut être utilisée conformément à la notice d'instruction de l'engin concerné
- le poids de la nacelle
- s'assurer que les protections des trémies, s'il s'agit de planchers provisoires, résistent au passage accidentel ou occasionnel de l'engin
- s'assurer que les protections des rives et trémies, s'il s'agit de garde-corps, résistent aux collisions éventuelles dues aux déplacements de l'engin. Dans la négative, mettre en place un chasse-roue fixé au sol et de résistance adaptée
- vérifier le port systématique du harnais et des longes pour l'ensemble des personnels amené à évoluer dans les conditions de risques particuliers (besoin de sortie ponctuelle d'une nacelle)

Lors de l'utilisation de nacelle, au minimum 2 salariés, titulaires de l'habilitation de conduite de nacelle, seront obligatoirement présents, l'un dans le panier et le second au sol à proximité de la machine.

Conditions d'évolution

Préalablement à la mise en route des nacelles, les entreprises sont tenues de :

- vérifier que la surface au sol est systématiquement adaptée aux exigences de sécurité
- vérifier que la portance des planchers est appropriée au poids de la nacelle
- s'assurer que les protections des trémies, s'il s'agit de planchers provisoires, résistent au passage accidentel ou occasionnel de l'engin
- s'assurer que les protections des rives et trémies, s'il s'agit de garde-corps, résistent aux collisions éventuelles dues aux déplacements de l'engin. Dans la négative, mettre en place un chasse-roue fixé au sol et de résistance adaptée
- vérifier le port systématique du harnais et des longes pour l'ensemble des personnels amené à évoluer dans les conditions de risques particuliers (besoin de sortie ponctuelle d'une nacelle)

3.5.3. Conduite des engins de levage

Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou des élévateurs de personnel seront obligatoirement titulaires d'une habilitation correspondante telle que défini par le Code du Travail et les recommandations de la CPAM.

Lors de l'utilisation de nacelle, au minimum 2 salariés, titulaires de l'habilitation de conduite de nacelle, seront obligatoirement présents, l'un dans le panier et le second au sol à proximité de la machine.

3.5.4. Entreprises de travail temporaire

Si une entreprise fait appel à du personnel intérimaire pour des conduites d'engin, il appartient :

- Au chef d'établissement de l'entreprise de travail temporaire de mettre à disposition de l'entreprise utilisatrice un conducteur reconnu apte médicalement et titulaire du CACES pour la catégorie d'engins concernée.
- A l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur d'engin mis à sa disposition est reconnu apte médicalement et est titulaire du CACES pour la catégorie d'engins ,et, après l'avoir informé des risques propres aux sites et aux travaux à effectuer, de lui délivrer une autorisation de conduite, pour la durée de la mission.

3.5.5. Location d'engins avec opérateur.

Il appartient à l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur est bien titulaire d'une autorisation de conduite délivrée par son employeur, et après information du conducteur sur les risques spécifiques liés au chantier, de lui délivrer une autorisation de conduite pour la durée de la mission.

3.6. Mise en commun de moyens

Chaque entreprise doit la protection de son personnel et la mise à disposition du matériel adéquat à la réalisation de ses travaux. Certains matériels pourront être utilisés par plusieurs entreprises.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise, ce matériel doit être conforme à la réglementation et en parfait état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'une convention de prêt entre le prêteur et l'utilisateur.

Celui-ci rappelant la notice de montage du matériel, ses consignes de sécurité (surcharges etc...), puis son PV avec la date du prochain contrôle à effectuer.

Une copie de la convention sera envoyée au MO – MOE – OPC et CSPS.

3.6.1. Servitude de grue

Les manutentions devront être effectuées hors des postes de travail non protégés ou sous la surveillance d'une vigie afin de s'assurer que d'autres intervenants ne se trouvent pas dans la zone de manutention.

Les déplacements et levages particuliers de matériels et matériaux lourds ou difficiles à manipuler, ne devront se faire qu'avec des moyens appropriés que les entreprises mettront en œuvre à leurs frais et sous leur responsabilité.

Dans le cas d'utilisation simultanée de plusieurs moyens de levage par les entreprises, celles-ci devront se concerter afin d'éliminer les risques d'interférences ou de les gérer en sécurité.

En cas d'impossibilité de mettre en place des dispositifs de gestion des interférences, un dispositif de communication radio devra obligatoirement mis à disposition des grutiers concernés.

3.7. Dispositions à prendre pour les livraisons

Chaque entreprise doit s'assurer à l'avance de l'adéquation du matériel de déchargement.

Règles de colisage et de palettisation à mettre en place puis à transmettre aux fournisseurs et sous-traitants pour que les opérations de déchargement soient réalisées à l'aide d'un engin disponible sur place.

Un protocole de livraison chantier sera établi et transmis aux fournisseurs :

Le protocole devra comprendre les points suivants :

Plan PIC du chantier avec l'accès

Organisation des approvisionnements

Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et des espaces accordés aux stockages.

Les stockages de matériels et de matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier aux endroits définis au plan d'installation de chantier.

3.8. Zones et conditions de stockage et d'enlèvement des matériaux, déchets, gravats, présentant un risque particulier ou s'il s'agit de matières ou substances dangereuses

3.8.1. Généralités

Les stockages se feront sur des zones précises identifiées avec le maître d'ouvrage et avec l'Entreprise titulaire /

Le stockage ne doit pas :

- Entraver la circulation des piétons et des véhicules.
- **Condamner et gêner des circulations dans le bâtiment ou des issues de secours.**
- Compromettre la sécurité (éboulement, chutes, etc.).
- Dégrader la propreté du chantier.

Les zones de stockage seront définies lors de la réunion de démarrage.

3.8.2. Produits et matériaux dangereux

Le choix des modes opératoires et des produits utilisés doit s'attacher à supprimer les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, les solvants, produits nocifs, irritants, allergiques, narcotiques.

En cas d'impossibilité notée dans les PPSPS, ceux-ci devront justifier les choix des matériels et des procédures

Les dépôts et zones de stockage de produits dangereux inflammables ou combustibles doivent être signalés en permanence (à charge de l'entreprise qui effectue le stockage).

En fonction des fiches de données de sécurité des produits employés, les entreprises indiqueront au CSPA les dispositions prises pour le stockage, (emplacement, ventilation, signalisation,...).

Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier, le cas échéant ils se feront sur l'aire de stockage prévue à cet effet. Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés. Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement sur les aires parfaitement stabilisées. Les entreposages pour mise en œuvre ne devront en aucun cas être installés : - sur les circulations extérieures et intérieures, - aux entrées des bâtiments - aux entrées des locaux. Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site. Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.

Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.

Les matériaux à risque seront stockés à l'écart dans la limite des besoins quotidiens avec signalétique adaptée.

Les stockages de matériels et de matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier et seront définis sur le plan d'installation de chantier.

3.8.3. Nettoyage, évacuation des gravats.

Le nettoyage du chantier fera l'objet d'une attention toute particulière, le chantier sera nettoyé de façon quotidienne.

Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien.

Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.

Mesures de sauvegarde en cas de carence.

Au cas où il s'avérerait impossible d'obtenir cette propreté permanente, la Maîtrise d'œuvre peut, après mise en demeure, faire effectuer ces nettoyages dans un délai à sa convenance et demander l'intervention d'entreprises spécialisées aux frais et risques de l'entreprise titulaire (à charge pour elle de le répercuter aux Entreprises défaillantes).

L'INCINERATION DES DECHETS SUR CHANTIER EST INTERDITE

3.9. Protections Collectives

3.9.1. Dispositions

Chaque Entreprise intervenante sur le site est responsable de la sécurité de ses salariés.

L'entreprise titulaire est responsable de la fourniture, de la mise en place et du maintien des protections collectives pour tous les travaux.

La mise en communs sous contrôle de l'entreprise titulaire des dites protections est à privilégier.

Les protections mises en place seront laissées en place pour les travaux tant que le risque perdure.

Le démontage, même provisoire, d'une protection collective est soumis à l'accord préalable de l'Entreprise titulaire responsable de sa mise en place.

Le Maître d'œuvre et le Coordonnateur se réservent le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

3.9.2. Balisage.

L'entreprise titulaire s'assurera que la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels interviennent les autres entreprises, ou lorsqu'elle quitte leur poste de travail ne puisse pas entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et engins.

3.9.3. Harmonisation des dispositifs de sécurité.

De manière à éviter une dépose anticipée des protections collectives, les entreprises devront installer leurs différents dispositifs de sécurité en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc...) ainsi que de l'emplacement des ouvrages définitifs réalisés par les autres corps d'état.

3.9.4. Protections en rives de planchers

La Maîtrise d'œuvre, le pilote et le coordonnateur SPS pourront, en cas de manquement à la sécurité collective, constaté à quel qu'endroit que ce soit, demander à l'entreprise aussi souvent que nécessaire, de procéder à la remise en sécurité des protections.

En cas de dépose pour la réalisation de ses travaux, chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

3.9.5. Protection des trémies et réservations

Dès que possible :

- les réservations devront être rebouchées
- les éléments de protection définitifs devront être mis en place.

3.10. Accès provisoires

Le stockage de matériel et de matériaux dans les escaliers et sur les paliers est interdit.

En cas de travaux dans un escalier, celui-ci doit être condamné et signalé.

L'entreprise tiendra à jour un plan d'évacuation de secours évoluant en fonction de la mise à disposition des différents escaliers.

Les échelles et escabeaux sont interdits, en tant que poste de travail.

L'entreprise titulaire mettra en place des escaliers ou emmarchements en nombre suffisant et répartis sur toute l'emprise de l'opération.

Les échelles ne seront utilisées que pour des accès occasionnels et ponctuels hors circulation et ne constitueront en aucun cas des postes de travail en hauteur. Elles doivent être normalisées et métalliques. **Elles ne seront utilisées qu'à titre exceptionnel tout en prenant en compte les dispositions réglementaires.**

3.11. Electricité de chantier

Généralités.

L'ensemble des installations électriques provisoires de chantier sera exécuté par du personnel habilité et en respectant les normes en vigueur.

Les habilitations électriques devront être consultables par le CSPS ou les organismes de prévention sur simple demande.

Installations électriques du chantier.

Les installations électriques de chantier seront réalisées par le lot depuis l'installation initiale (prise de possession de l'emprise)

Les armoires de chantier, montées sur pied, seront à double paroi, munies d'un arrêt d'urgence (IP 447) et seront en permanence fermées à clé.

Il y aura séparation de l'alimentation force et éclairage.

L'entreprise à la charge de la mise en place d'armoires électriques sur socles avec des prises électriques en nombre suffisant pour tous les autres lots.

Le nombre d'armoires et la répartition sur le chantier sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égale à 25 mètres jusqu'au point de travail du salarié.

L'installation électrique de chantier fera l'objet d'un contrôle par un organisme agréé. Le PV de contrôle sera fourni au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

Les câbles d'alimentation provisoire seront mis en place de sorte à ne pas gêner la mise en œuvre des réseaux définitifs puis remonté le plus haut possible afin que les engins (Transpalette ou autre...) ne roulent pas dessus sur leur passage.

Installation, entretien et maintenance.

L'Entreprise du LOT mettra à disposition, un technicien qualifié pendant la totalité de la période d'activité du chantier. Le nom de cette personne sera précisé dans son PPSPS.

Eclairage de chantier

L'entreprise titulaire aura en charge l'éclairage.

Un éclairage de secours sera mis en place pour le balisage des accès et circulations.

L'éclairage provisoire respectera les niveaux d'éclairement ci-dessous.

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'Eclairage fixées par le Code du Travail (Articles R. 4223-1 à 10).

- Zones et voies de circulations 40 lux minimum.
- Zones de travail, vestiaires, sanitaires 120 lux minimum.
- Postes de travail permanents 200 lux minimum.

Protection des circuits par des dispositifs différentiels.

L'alimentation depuis les armoires de distribution jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise utilisatrice. Les prolongateurs de raccordements utilisés en aval des coffrets devront, pour toutes les entreprises, ne pas avoir une longueur supérieure à 25 mètres.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur :

- | | |
|------------------|--------------------------------------|
| • Rallonges | Câbles Type H 07 RNF. |
| • Enrouleurs | Catégorie B NFC 61-720. |
| • Prises | Incassables - Protection IP 447. |
| • Baladeuse | NFC 71-008. |
| • Phare halogène | Normes NF avec grille de protection. |

Le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à demander à toutes les entreprises, un contrôle périodique du matériel électrique utilisé sur le chantier.

Vérification des installations électriques de chantier réalisée par un organisme extérieur, pour les installations de chantier base vie et du chantier bâtiment tableaux secondaires et éclairage

3.12. Les mesures prises en matière d'interaction sur le site

3.12.1. Dispositions prises pour travaux Superposés.

La superposition et la juxtaposition des tâches sont interdites.

Afin d'éliminer les risques, l'ensemble des zones situées sous des postes de travail en élévation devront être interdites d'accès ou de circulation au moyen d'un dispositif physique rigide. (Garde-corps métallique ou en bois, grilles sur plots béton, etc.)

L'entreprise ne doit pas se contenter d'une signalisation par banderoles bicolores.

La mise en place, la maintenance et le démontage des dispositifs sont à la charge des entreprises qui font les travaux les plus en hauteur.

3.12.2. Dispositions prises pour prévenir les risques dus aux chutes d'objets.

Des auvents, des filets, assurant une protection efficace (en fonction de la taille et du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par les entreprises intervenant à l'aplomb des circulations

3.12.3. Mesures liées à la superposition des tâches de plusieurs lots.

- Si l'origine vient de la configuration de la nature des prestations, l'entreprise réalisant les travaux le plus en hauteur mettra en place les mesures de protection.
- Si l'origine est liée à un retard, l'entreprise du lot en retard mettra en place les mesures de protections nécessaires à la sécurité des autres lots

3.13. Les risques majeurs dus à la Co-activité

Les situations de co-activités sont sources de risques et de nature à dégrader les conditions de travail, et devront être identifiées après synthèse des plannings fournis par les entreprises titulaires.

Toutes les entreprises doivent clairement identifier les risques exportés dans leurs modes opératoires (PPSPS) en vue de les maîtriser.

Risques majeurs	Mesures
Circulation des véhicules ou engins sur le chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et entretien du balisage et de la signalisation suivant le plan d'emprise chantier - Délimitation des circulations piétonnes
Approvisionnement Evacuation du matériel	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à disposition un chef de manœuvre, qui vérifiera les appareils de levage des livreurs, s'assurera du port d'EPI puis donnera les instructions appropriées afin de ne pas laisser encombrer les zones de déchargement ou de circulation.
Chute de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> - Ranger son matériel journallement, - Utiliser les lieux de stockages prévus pour son marché, - Effectuer chaque jour le nettoyage de ses postes de travail - Evacuer ses gravats et déchets - Le stockage de matériel est interdit dans les zones de circulation - Les câbles et les rallonges électriques ne devront pas encombrer les zones de circulations
Chute de hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs contre les chutes de hauteur - Protection par la mise en place de garde-corps sera réalisée dès l'apparition du risque de chute. - Respect de la réglementation pour l'utilisation exceptionnelle des échelles et escabeaux.
Brûlure et incendie	<p>Lors d'utilisation de chalumeaux, lances thermiques, toutes les précautions seront prises pour éviter la propagation d'un incendie et les brûlures.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il sera veillé au bon état des raccords et flexibles d'alimentation, des chalumeaux et lances. Il est impératif que des dispositifs anti-retour équipent ces appareils. - Extincteurs sur site pour combattre un début d'incendie.
Risques dus au bruit	<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des entreprises doit utiliser du matériel insonorisé, et dans tous les cas d'un niveau sonore inférieur au seuil de nuisance (Voir Notice Acoustique)
Renversement de personnes	<ul style="list-style-type: none"> - La circulation du personnel devra être indépendante de celle des engins de manutention
Risques dus aux travaux superposés	<p>Dispositions pour interdire les travaux superposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le phasage des travaux sera réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches - Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation seront interdites d'accès au moyen de dispositifs permanents. - Dans le cas de superposition de plusieurs tâches d'un même marché : le titulaire du marché mettra en place des protections nécessaires (filets, platelage,...) - Mise en place de protections - Interdiction matérielle d'accès de certaines zones
Chutes de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de protections au-dessus des accès et circulations piétons - Proscrire les travaux superposés - Prévoir des protections pour les projections en périphérie (bâches, filet, contreplaqué,...) - Mise en place de protections au-dessus des accès et circulations.

Travaux à moins d'1,50 m de câbles électriques ou réseaux gaz	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les opérations de terrassements ou de travaux à moins d'1,50 mètre de câbles électriques seront confiées à une équipe où l'une des personnes qui sera qualifiée, formée et habilitée conformément à la norme NF C18-510 et aux décrets : n°2010-1016 du 30 août 2010, n°2010-1017 du 30 août 2010, n°2010-1018 du 30 août 2010, n°2010-1118 du 22 septembre 2010. - Cette personne aura la connaissance des dangers électriques et des risques qu'ils comportent ainsi que les mesures à prendre devant ces dangers. - La personne sera nominativement désignée au démarrage des travaux.
---	---

3.14. Protections par type de travaux

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il vise plus particulièrement à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

La liste des protections énumérées n'est pas exhaustive. Les entreprises devront compléter les protections prévues en le précisant dans leur PPSPS.

Principe fondamental : l'entreprise qui crée le risque met en place les protections adaptées.

3.14.1. Réseaux existants

TOUS LES RESAUX EXSTANTS SERONT CONSIGNES PAR LE LOT AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit s'assurer de l'absence de réseau encastré avant d'effectuer les percements. De même, lorsque l'entrepreneur est amené à réaliser des fouilles, celui-ci doit consulter les plans de récolement, effectuer les sondages et les piquetages.

Réseaux de concessionnaires et exploitants de réseaux

Evolutions de la loi à partir du 1er juillet 2012 pour les travaux à proximité de réseaux souterrains et aériens

Avant tous travaux sur la voirie, le maître d'ouvrage doit d'abord consulter le Guichet Unique du site www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr.

Le Guichet Unique lui fournit alors une liste des exploitants concernés par l'emprise de son futur chantier. C'est à eux qu'il enverra ses demandes de projet de travaux (DT) ; document Cerfa 14435*01.

L'exploitant lui répond avec le « récépissé » auquel il joint les plans des réseaux en indiquant leur classe de précision. Dans le cas où des réseaux sont en catégorie (classe) B ou C, il y a nécessité de réaliser des Investigations Complémentaires (IC), sous la responsabilité du maître d'ouvrage, afin d'obtenir des informations plus précises sur la position des réseaux.

A l'issue, il rédige le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) qui intègre alors les Déclarations de Travaux, les récépissés et les résultats des Investigations Complémentaires (IC).

Lorsque l'entreprise de travaux est choisie :

A son tour, elle consulte le Guichet Unique.

De la même manière que pour le maître d'ouvrage, le Guichet Unique lui fournit la liste des concessionnaires de réseau concernés par l'emprise des futurs travaux.

L'entreprise de travaux envoie ensuite une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) à chacun des exploitants ; document Cerfa 14435*01.

Ces derniers ont 9 jours pour répondre en envoyant un récépissé.

En cas de dépassement du délai, l'entreprise envoie à l'exploitant une lettre de rappel en Recommandé avec accusé de réception.

Le concessionnaire a alors 2 jours de plus pour répondre.

Attention, durant toute cette période d'attente des récépissés (des concessionnaires de réseaux sensibles), les travaux ne peuvent pas commencer.

Enfin, le maître d'oeuvre est responsable du piquetage et/ou du marquage des réseaux sur la zone d'emprise des travaux à venir.

Consignation Réseaux dans la zone de travaux

Procédure de consignation :

Désignation d'un chargé de consignation

Information systématique des exploitants ;

Délimitation de la zone supervisée par une personne unique chargée de la coordination des travaux ;

Consignation ;

Attestation de la consignation.

Les différents intervenants doivent avoir reçu la formation et l'information adéquates au travail à effectuer et en particulier en matière électrique, être titulaire d'une habilitation électrique.

Une nouvelle procédure est établie avant la remise en service.

3.14.2. Risque électrique

Les employeurs ne doivent confier les travaux ou opérations sur des installations électriques, ou à proximité de conducteurs nus sous tension, uniquement aux personnes qualifiées pour les effectuer.

Ces personnes qualifiées doivent avoir une connaissance des règles de sécurité dans le domaine électrique, adaptée aux travaux ou opérations à effectuer.

L'accès aux locaux ou emplacements à risques particuliers de choc électrique mentionnés à l'[article R. 4226-9](#) du code du travail est réservé aux personnes titulaires d'une habilitation appropriée.

Toutefois, pour des opérations d'ordre non électrique, d'autres personnes peuvent être autorisées à y pénétrer, à la condition d'avoir été informées des instructions de sécurité à respecter vis-à-vis des risques électriques et d'être placées sous la surveillance constante d'une personne habilitée et désignée à cet effet.

Une copie des habilitations C18510 sera présente dans le registre de sécurité.

Au fur et à mesure de leur mise en place, les installations seront condamnées en position d'ouverture pour éviter toute mise en service accidentelle par un tiers.

Obligation Habilitation électrique H0 H0V B0

au minima pour tout le personnel de chantier non-électricien:

Les entreprises remettront les attestations de formations obligatoires en vue de l'habilitation électrique H0 H0V B0 selon le décret 2010-1118 du 22 décembre 2010 mis en application obligatoire en janvier 2012.

L'Article R. 4544-9 du Code du Travail dispose « Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités. »

L'employeur doit respecter son obligation de formation. Nous revenons ainsi à l'obligation initiale en terme de prévention des risques et comme le dispose l'article L 4121-1 du Code du Travail « L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. »

Ces mesures comprennent :

- 1° - Des actions de prévention des risques professionnels ;
- 2° - Des actions d'information et de formation ;
- 3° - La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

3.14.3. Equipements de protection individuels du personnel

Les Entreprises mettront à la disposition de leur personnel, les équipements et les protections individuelles normalisées et adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention :

- Casque de protection.
- Bottes ou chaussure de sécurité avec semelles anti-clous.

- Gants de manutention.
- Imperméables.
- Lunettes de protection.
- Masques.
- Protections auditives.

Le port de casque et des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel. Le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier sous circulation (extérieure ou de chantier) sera doté de vêtements de signalisation à haute visibilité, de classe 3 ou 2, conformes à la norme EN 471 (cf. Guide Technique Signalisation Temporaire de mars 1993). L'entretien et la bonne tenue de ces protections sont à la charge de l'entreprise.

3.14.1. Utilisation de harnais de sécurité

Conformément à la réglementation, le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention contre le risque de chute de hauteur, que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.

Il sera autorisé uniquement dans le cas où des protections collectives seront physiquement impossibles à mettre en place.

Dans ce cas, l'entrepreneur devra désigner une personne compétente qui s'assurera que les points d'ancrage sont sûrs, résistants et en nombre suffisant. L'accès au premier point d'ancrage devra se faire en sécurité. Elle vérifiera l'installation du matériel (harnais, longe, ligne de vie, etc..) pour chaque salarié. Elle surveillera en permanence l'exécution des travaux. Le personnel utilisateur du harnais devra être formé à son port.

3.14.2. Protection contre le bruit et vibrations

Conformément à la réglementation en vigueur, l'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises devront donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- Réduction du bruit à la source.
- Encoffrement de la source (exemple : ventilateurs, etc.).
- Suspension anti-vibratile.
- Eloignement des machines.
- Protections individuelles.

4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. Activités d'exploitation ou à proximité du site :

Pendant le chantier, l'entreprise titulaire devra tout mettre en œuvre pour :

- Délimiter le chantier,
- Matérialiser les secteurs qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les occupants ou le personnel des entreprises appelées à intervenir,
- Définir l'organisation prévue pour assurer les premiers secours d'urgence et à arrêter les dispositifs mis en place en commun,
- Laisser le passage des personnels, des exploitants, des secours etc...
- Limiter les nuisances sonores,
- Limiter la propagation de poussières,
- Vérifier les balisages et la signalisation temporaire et veillez à son entretien
- S'assurer de ne pas laisser de risque pour les riverains (chute de plain pieds, hauteur, etc....)

4.1.1. **Prendre et veiller à toutes dispositions d'organisation des travaux pour :**

- Faciliter l'accès des véhicules de secours sur le site,
- Limiter le passage de matériel et de personnel, au strict minimum,
- Tout mettre en œuvre pour limiter des nuisances en dessous des seuils de la réglementation en vigueur.
- Laisser le passage des riverains.

4.1.2. **Mettre en place les signalisations, d'isolement des zones de travaux et veiller :**

- A les adapter dès que la situation du chantier se révèle différente,
- A les maintenir fermées en permanence.

5. INSTALLATIONS DE CHANTIER ET CANTONNEMENTS

5.1. Hygiène et conditions d'hébergement

Les installations collectives de chantier comprenant : sanitaires, vestiaires et réfectoire, sont à la charge du lot pour toute la durée des travaux du lot.

L'alimentation et le branchement électrique pour toutes les installations dans la base vie sont assurés par l'entreprise. Les installations sont mises en place au démarrage du chantier.

5.1.1. **Emplacement :** Selon PIC de principe joint au DCE

5.1.2. **Entretien des installations**

L'entreprise assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, **le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau du chantier**. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains). Pour garantir un entretien régulier et soigné, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront réglés suivant les dispositions des clauses communes du maître d'ouvrage. L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.

6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE, Y COMPRIS LES RISQUES D'INCENDIE

6.1. Renseignements pratiques propres à l'opération

* Consignes générales d'appel des secours

- POMPIERS ☎18
- SAMU Urgences ☎15
- POLICE SECOURS ☎17
- Appel d'urgence ☎112

- HOPITAL DE HAUTEPIERRE ☎ 112

ELECTRICITE	Service sécurité et dépannage ERDF	☎	0 810 333 002
GAZ	Service sécurité et dépannage GRDF	☎	0 810 433 002
AMBULANCES	A compléter par l'entreprise	☎	
MEDECINS	A compléter par l'entreprise	☎	

6.2. Les secours et évacuation du personnel

L'Entreprise titulaire mettra en place et assurera pendant toute la durée de chantier, le fléchage, la signalisation au point d'accès et à l'extérieur, permettant aux Services extérieurs (Ambulance, Pompiers, etc.) de trouver rapidement l'opération.

6.3. Les mesures communes d'organisation des secours

Généralités.

L'Entreprise titulaire pendant la durée des travaux est « responsable » de l'organisation des secours.

Dès la phase de préparation et pendant la durée des travaux, elle doit:

- Etablir un organigramme nominatif du personnel compétent pour assurer les secours.
- Faire figurer sur le PPSPS les procédures de secours et d'évacuation (en cas d'incendie, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique ou de fuite de gaz, etc.) qui doivent être affichées dans les locaux du personnel.
- Afficher la fiche « d'appel en cas d'accident » et veillera à ce qu'elle soit toujours accessible et qu'elle présente une parfaite lisibilité.
- Tenir à jour la liste nominative des secouristes présents sur le chantier et celle du matériel médical.
- Indiquer les points de rencontre sur le plan d'installation de chantier, et le diffuser aux services de secours pour information et avis.

Chaque entreprise communique à L'entreprise titulaire du lot 00 les renseignements correspondants (le nom de la ou des personnes habilités et spécialement formées) ; et doit se conformer aux dispositions prises pour l'opération et en informer leur personnel.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS sont informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits. Les circonstances détaillées et écrites seront remises au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre dans un délai de 48h au maximum.

Les Organismes de Prévention compétents des lieux de l'opération doivent également être avisés dans les 48 heures.

6.4. Les mesures propres à chaque Entreprise

Sauveteurs secouristes du travail.

Chaque Entreprise doit assurer la présence de Sauveteurs secouristes du travail (SST) propre à son entreprise ou par concertation avec l'entreprise titulaire, présente sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R4224-15 du Code du Travail.

Les Sauveteurs secouristes du travail (SST) doivent être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.).

Chaque équipe en poste comprendra au moins un secouriste du travail.

Moyens de première intervention.

Chaque entreprise doit disposer d'une trousse de premier soin (à vérifier et éventuellement, à compléter régulièrement) dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des SST.

Travail isolé.

Les Entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun personnel ne travaille isolément en un point où il ne peut être secouru à bref délai, notamment pour les travaux en sous-sols, etc.

Les Entreprises intervenantes, comme l'exigent les Règlements de Sécurité, désignent deux ouvriers pour tout travail isolé, même s'il n'en nécessite qu'un seul à ce poste.

6.5. Sécurité Incendie

EXTINCTEUR SUR TOUTES LES ZONES DE TRAVAUX AVEC POINTS CHAUDS

Une évaluation des risques spécifiques, réalisée en associant les représentants du personnel, doit permettre de choisir les mesures de prévention du risque d'incendie les plus appropriées, dans le respect des Principes Généraux de Prévention.

Les objectifs sont les suivants :

- Supprimer les causes de déclenchement des incendies,
- Limiter la propagation des incendies,
- Permettre une évacuation rapide et sûre des salariés,
- Assurer l'intervention rapide des services de secours et de lutte contre l'incendie.
- Contrôle du poste de travail deux heures après la fin des travaux par points chauds.

Cette évaluation des risques se traduit notamment par la mise en œuvre des dispositions minimales suivantes :

➤ **Évacuations**

Les dégagements doivent être répartis de manière à permettre une évacuation rapide et sûre de tous les occupants des cantonnements ou échafaudage, leur répartition permettant notamment d'éviter les culs de sac.

Les portes donnant sur l'extérieur seront disposées de manière à être les plus éloignées possibles les unes des autres ; elles doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et pouvoir s'ouvrir simplement de l'intérieur sans clef, leur ouverture ne devant pas non plus être empêchée par tout autre système de verrouillage/déverrouillage.

➤ **Interdiction de fumer**

Il est interdit de fumer dans le chantier. Des panneaux de signalisation doivent rappeler cette interdiction

➤ **Feux ouverts**

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur la zone de travaux, dans la zone réservée aux cantonnements et dans toutes les emprises mises à la disposition des entreprises.

➤ Extincteurs portatifs

Les extincteurs doivent être directement visibles et toujours accessibles. Ils sont répartis de préférence dans les dégagements.

Les cantonnements disposent d'au moins un extincteur de 6 litres d'eau avec additif en jet pulvérisé ou de 6 kg de poudre polyvalente pour 200 m² de plancher avec toujours au moins un appareil. On ne doit pas faire plus de 15 mètres pour trouver un extincteur. Pour des cantonnements superposés, en plus des conditions précédentes, on trouvera au moins un appareil par niveau.

Les extincteurs doivent être entretenus et vérifiés régulièrement (cf. Consigne de sécurité incendie).

➤ Consigne de sécurité incendie

La consigne comporte notamment des indications sur :

- La lutte contre l'incendie :
 - ✓ matériel d'extinction et de secours,
 - ✓ personnes désignées pour mettre en œuvre ce matériel,
- L'évacuation.
- L'alerte :
 - ✓ obligation pour toute personne apercevant un début d'incendie de donner l'alarme et de mettre en œuvre les moyens de premiers secours sans attendre l'arrivée du personnel désigné,
 - ✓ définition des moyens d'alerte,
 - ✓ personnes désignées pour alerter les sapeurs-pompiers dès le début de l'incendie,
 - ✓ adresse et numéro de téléphone du service de secours.
- Le contrôle du matériel (éclairages de sécurité, extincteurs, etc.): notamment les vérifications périodiques au moins tous les 12 mois.
- La formation du personnel : exercices périodiques, au moins semestriels, permettant au personnel d'apprendre à reconnaître l'alarme sonore, à utiliser le matériel et à exécuter les diverses manœuvres nécessaires.

La consigne est affichée dans tous les locaux accueillant plus de 5 personnes.

La date des essais et exercices périodiques ainsi que les observations recueillies sont consignées sur un registre restant à demeure sur le chantier.

➤ Permis de feu

Pendant la phase de chantier il y aura procédure de délivrance d'un permis de feu

Pour les travaux par points chauds limitrophes à la zone occupée, une procédure de contrôle devra être mise en place en relation avec l'exploitant concerné, les protections seront à la charge de l'entreprise créant le risque.

Pour chaque entreprise, un protocole commun sera mis en place en période de préparation.

Ce protocole définira les règles élémentaires de travaux par points chaud :

- Installation à proximité du poste de travail d'un extincteur conforme, en état de marche puis adapté à l'environnement.
- Arrêt des travaux deux heures avant de quitter le poste de travail afin de contrôler l'absence de départ de feu.
- Déplacement des bouteilles de gaz dans des racks ou chariots avec dispositif de sécurité, Stockage à l'extérieur ou dans un local ventilé
- Eloignement des combustibles et protection avec des bâches ignifugées
- Mise en place d'un extracteur de fumée et port de protections adaptées

Accumulation de combustibles

Aucun matériau ou matériel combustible, inflammable ou explosif ne sera entreposé et accumulé dans ou à proximité des cantonnements (bonbonnes de gaz, essence, etc.)

7. ORGANISATION DES SECOURS

7.1. Les Conduites à tenir en cas d'accident

- En cas d'accident corporel grave entraînant l'immobilisation du blessé



PROTEGER LA VICTIME EN LE COUVRANT AUSSI CHAUDEMENT QUE POSSIBLE

ALERTER LE POSTE DE GARDE OU RESPONSABLE DE CHANTIER

SECOURIR : SI VOUS ETES SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL, EFFECTUER LES GESTES DE 1^{ER} SECOURS

Et **18** SAPEURS-POMPIERS

Et dites ...

ICI CHANTIER :

**CNRS CAMPUS DE CRONENBOURG
DESAMIANPAGE DEMOLITION
PRECISER LA ZONE DE TRAVAUX ET LE BATIMENT**

2 PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT

Circonstances

Lieu

Etat de la victime

Premiers gestes réalisés

Risques particuliers

3 CONFIRMER LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

A définir

Désigner une personne chargée d'accueillir et de diriger les secours vers le blessé (faire libérer toutes circulations d'accès, etc.)

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

- En cas d'accident corporel bénin

Arrêter immédiatement la situation de danger ayant créé l'accident.

- Accident bénin
 - ✓ effectuer les premiers soins à l'aide de la pharmacie du chantier,
 - ✓ établir la feuille de soins,
 - ✓ accompagner le blessé chez le médecin le plus proche ou à l'hôpital.

7.2. En cas d'incendie



ALERTER LA HIERARCHIE ET/OU DECLENCHER L'ALARME SONORE - FAIRE EVACUER LE PERSONNEL



ATTAQUER LE FEU AU MOYEN D'EXTINCTEURS SANS PRENDRE DE RISQUE



APPELER LES SECOURS SI PROPAGATION DE FEU EN PRECISANT L'IMPORTANCE DU SINISTRE ET LE LIEU EXACT

Et **18** SAPEURS-POMPIERS

Et dites ...

ICI CHANTIER :

CNRS CAMPUS DE CRONENBOURG

DESAMIANTEMENT DEMOLITION

PRECISER LA ZONE DE TRAVAUX ET LE BATIMENT

2 PRECISER LA NATURE DU FEU

Circonstances

Lieu

Risques particuliers (carburants, gaz, électricité, ...)

Présence de victimes

3 CONFIRMER LE POINT DE RENDEZ-VOUS : à définir

EVACUATION DES PERSONNES

4 DECLENCHER L'ALARME ET/OU ALERTER LE RESPONSABLE DU CHANTIER



5 QUITTER LES LIEUX CALMEMENT A L'AUDITION DE L'ALARME ET/OU SUR ORDRE DES GUIDES D'EVACUATION

Mettre son poste de travail en sécurité et/ou Arrêter les engins

Suivre les instructions des guides d'évacuation

Ne pas utiliser les ascenseurs (dans locaux concernés)



6 REJOINDRE LE POINT DE RASSEMBLEMENT (Base Vie)

Emprunter les issues et sorties de secours

Ne pas revenir en arrière sans y avoir été autorisé par un responsable



7 COMPTER LES EFFECTIFS

8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

8.1. Entreprises Titulaires

L'entreprise titulaire d'un lot à l'obligation de remettre à leurs sous-traitants :

- Un exemplaire du présent PGCSPS.
- Un document précisant les mesures d'organisation générale qu'elle a retenues et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs (ce peut être son propre PPSPS).

Accueil des nouvelles Entreprises.

Deux semaines avant son intervention sur le chantier, chaque entreprise doit informer le Coordonnateur afin d'effectuer l'inspection commune préalable au démarrage de ses travaux

Chaque Entreprise doit veiller à ce que son personnel, y compris les salariés intérimaires, ait reçu une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, le jour même de leur arrivée sur le chantier.

Cette formation assurée par les chefs de chantier ou les chefs d'équipe des entreprises doit porter sur les points suivants :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier.
- La sécurité pendant l'exécution du travail.
- La sauvegarde des protections collectives.
- Les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- Les mesures édictées dans le présent PGCSPS.

Aptitude médicale

L'ensemble du personnel intervenant sur le chantier doit être reconnu " apte médicalement " et avoir subi les visites médicales et les vaccinations obligatoires liées à l'exercice de sa profession, ainsi que celles exigées par le médecin du travail.

Une copie des fiches d'aptitude délivrées par le médecin du travail de chaque entreprise doit être tenue sur le chantier dans le vestiaire de chaque ouvrier.

Encadrement.

Tous les ouvriers sur le chantier sont encadrés par une personne " responsable " et présente physiquement sur le site qui veille au respect des conditions de sécurité du travail, du PPSPS et du PGCSPS.

Le ou les noms des personnes figurent au PPSPS des entreprises.

Cas particulier pour les entreprises étrangères :

- Une personne responsable et parlant français devra être présente en permanence physiquement sur le site.
- Le nom et numéro de téléphone de cette personne devra apparaître clairement dans le PPSPS de l'entreprise.
- Le PPSPS de l'entreprise devra être établi en deux exemplaires, un exemplaire dans la langue d'origine des salariés et un exemplaire en français.

8.2. Sous-traitants

En cas de sous-traitance, l'attention des entreprises est attirée sur :

- Les dispositions réglementaires du Code du Travail (article L 8231.1),
- L'agrément du Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre,
- Les dispositions de la Coordination SPS pour accès au chantier et exécution des travaux

Dans le cas où une Entreprise sous-traite tout ou partie de l'exécution du marché conclu avec le Maître d'Ouvrage, elle remet à chacun de ses sous-traitants un exemplaire du présent PGCSPS.

Elle doit également remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'elle a elle-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Chaque sous-traitant a donc l'obligation d'établir son PPSPS, après remise de ces documents, préalablement à toute intervention sur le chantier dans un délai d'au moins 30 jours après réception du contrat de sous-traitance signé de l'Entrepreneur.

Ce délai peut être ramené à 8 jours pour les travaux accessoires si ceux-ci ne relèvent pas de travaux à risques particuliers définis par arrêté.

Les PPSPS sont élaborés dans les mêmes conditions que pour l'entreprise titulaire.

8.3. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant une activité sur le chantier doivent établir un PPSPS et à le remettre au Coordonnateur SPS.

Le présent PGCSPS leur est applicable.

8.4. Personnels intérimaires

Les Entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- Qu'il ne l'emploie pas pour des travaux qui lui sont interdits (liste des travaux interdits aux intérimaires)
- Qu'il a reçu une formation appropriée et pratique en matière de sécurité.
- Que le certificat d'aptitude médicale (renforcée pour cas spécifique) a bien été délivré.
- Que le personnel bénéficie de cartes de travail ou de séjour en règle.
- Qu'il a suivi la formation à la sécurité adéquate.
- Qu'il est équipé des moyens de protection individuelle adapté à sa tâche.
- Qu'en cas de travail à des postes présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité, bénéficie d'une formation renforcée à la sécurité ainsi que d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise dans laquelle ils sont employés
- Que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc.)

Les entreprises doivent également informer les personnels intérimaires des risques encourus et des règles de sécurité comme pour leur propre personnel.

8.5. Location d'engins avec chauffeur ou prestataire de service

Les entreprises ayant recourt à des prestataires de service ou à une location d'engin avec chauffeur avertira le coordonnateur SPS ainsi que le maître d'œuvre par un simple courrier ou e-mail.

Celui-ci mentionnera :

- Le nom de l'entreprise
- la date et durée d'intervention
- Les travaux prévus
- Liste du personnel

Un accueil sécurité sera effectué par l'entreprise mandatrice qui mentionnera clairement :

- L'adhésion à son PPSPS
- L'adhésion au PGCSPS du chantier
- Les règles de sécurité du chantier (Port des EPI, circulation, etc...)
- Contrôle des autorisations de conduite et CACES

L'entreprise sera responsable de son prestataire, elle vérifiera et s'assurera :

1. de mettre en place les protections collectives adaptées à ses travaux (balisage, signalisation, protections)
2. que les vérifications périodiques et examen d'adéquation des engins utilisés soient conformes à la réglementation en vigueur.

8.6. Obligations et responsabilités des entreprises

La tenue du respect des délais ne saurait être un obstacle aux règles de sécurité.

Chaque Entreprise est donc tenue de mettre en œuvre tous les moyens compatibles entre les respects des délais et de règles de sécurité.

Dans le cas d'une difficulté ou d'une impossibilité, l'Entreprise en informe immédiatement le Coordonnateur SPS.

Dans le cas d'une situation litigieuse, le Coordonnateur SPS peut consulter ou faire appel à un Organisme spécialisé. (Inspection du travail, CRAM.)

Il est rappelé aux Entreprises que lorsqu'un risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique d'un intervenant existe du fait de l'inobservation ou du manque des règles de sécurité, le Coordonnateur pourra en référer au Maître d'Ouvrage qui prendra toutes les mesures adéquates notamment en faisant arrêter le chantier.

L'Inspecteur du Travail pourra également saisir le juge des Référés pour une fermeture temporaire du chantier (article L4732-1 du Code du travail)

L'entreprise responsable en subit alors toutes les conséquences pénales et financières

8.7. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans la diffusion du PPSPS au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues dans le CCAP pour non remise de document, et l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée. S'il s'agit de sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise principale (entreprise ayant sous-traité ses travaux) et le sous-traitant sera expulsé.

Ces pénalités seront appliquées en cas de non transmission dans les délais fixés par le Coordonnateur SPS :

- D'un PPSPS modifié suite aux observations du Coordonnateur SPS
- D'un additif au PPSPS (interdiction de débiter les travaux concernés par l'additif).

9. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LE COORDONNATEUR ET LES ENTREPRISES (ou SOUS-TRAITANT)

Les entreprises et leurs sous-traitants devront :

- Répondre par écrit aux observations du coordonnateur SPS et viser ou accuser réception du registre journal.
- Mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier.
- Désigner un interlocuteur pour le coordonnateur SPS.
- Avertir le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant son intervention pour réaliser l'inspection commune.
- Participer à l'inspection commune avec le coordonnateur SPS.
- Etablir et transmettre au coordonnateur SPS les PPSPS en français.
- Transmettre au coordonnateur SPS les documents à intégrer au D.I.U.O.
- Communiquer au coordonnateur SPS les fiches d'intervention ultérieure (phase réalisation) pour la constitution du D.I.U.O.
- Pour tous les travaux à risques particuliers, établir des modes opératoires et les communiquer au coordonnateur SPS.
- Transmettre les fiches des produits utilisés sur le chantier (fiches techniques, fiches de données de sécurité ...).
- En fin de chantier, remettre au coordonnateur SPS les fiches de maintenance pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

L'entreprise titulaire qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage (ou solliciter l'agrément de la maîtrise d'ouvrage), qui y associera le coordonnateur SPS. L'entrepreneur s'assurera que son sous-traitant a bien établi son PPSPS dans les délais réglementaires.

L'entreprise avisera le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant la date d'intervention de son sous-traitant, pour qu'ils puissent réaliser l'inspection commune.

En cas de sous-traitance non connue ou non agréée, le coordonnateur pourra demander l'expulsion du sous-traitant du chantier.

En cas de difficultés dans l'application des modalités définies par le présent Document de Coopération, le Maître d'ouvrage sera saisi par la partie qui estime devoir faire appel à son arbitrage.

MODIFICATION AU MARCHE DES ENTREPRISES :

Toutes modifications au marché des entreprises feront l'objet d'un écrit de la part du Maître d'œuvre avec validation du Maître d'Ouvrage.

Une réunion spécifique sera organisée avec l'entreprise, le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et la CSPS afin de vérifier que la modification n'entraîne pas un risque concernant les accès, le mode opératoire ou la méthodologie.

Le PPSPS de l'entreprise sera remis à jour suite à la modification.

Déclaration de sous-traitant (prestataires de service)

- Un prestataire de service est considéré comme sous-traitant et sera à déclarer comme tel s'il contribue à l'acte de construire
- L'entreprise de montage de grue : sera à déclarer comme sous-traitant

Dans le cas de prestation de service

Les mesures envers les fournisseurs des différentes entreprises :

Avant chaque livraison, le fournisseur établira avec l'entreprise titulaire un plan de prévention des risques du chantier, celui-ci comportera un plan d'accès au chantier, les heures de livraison, la méthodologie de livraison etc....

Ce document sera annexé au PPSPS du titulaire et celui –ci sera envoyé aux différents intervenants du chantier(MO MOE CSPS).

ELEMENTS DOE POUR CONSTITUTION DIUO :

Les entreprises intégreront au DOE une partie : « Accessibilité et intervention sur ouvrages exécutés » selon une fiche transmise par le coordonnateur.

La fiche sera complétée et illustrée par plans et ou photos transmise pour validation de la Maîtrise d'Œuvre et au coordonnateur pour intégration au DIUO .